



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction départementale de
la protection des populations**

Affaire suivie par :

Samuel AUDUC

Inspecteur de l'environnement

Protection de l'environnement

Tél. : 05 24 73 38 72

Mél : ddpp-env@gironde.gouv.fr

Bruges, le 17 novembre 2025

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

**PRÉVENTION DES POLLUTIONS
DES RISQUES ET DES NUISANCES**

Réf : 2025-05313

Rapport d'instruction du dossier de réexamen IED

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE à LANDIRAS (33720).

**Rapport annexe au rapport 2025-05313 de présentation au CODERST de la demande
d'autorisation environnementale.**

PRÉAMBULE.

Monsieur Eric PANNETIER, directeur de site de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a déposé le 30 juin 2022, et complété le 28 mars 2025 une demande d'autorisation d'exploiter un établissement, implanté 1925, Route des Coudannes sur la commune de LANDIRAS (33720), pour des activités de :

- préparation et conditionnement de vins,
- traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires,
- stockage de matières combustibles (matières sèches, vins conditionnés en attente d'expédition),
- production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole,
- stockage d'alcools de bouche,
- prélèvement d'eau dans l'aquifère des calcaires du Crétacé supérieur,
- rejet des eaux pluviales dans le Tursan.

1. OBJET DU RAPPORT.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE exploite des installations de traitement et transformation de matières premières végétales comprenant notamment une installation classée sous la rubrique 3642-2a « *Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour* ».

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a transmis le 9 décembre 2013 :

- Une proposition motivée de rubrique « principale » choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement;
- Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relative à la rubrique « principale », connus sous le nom de documents BREF (Best Available Technique Reference Document).

Le Préfet de la Gironde a pris acte de cette proposition motivée, par courrier du 19 mai 2014.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées à cette rubrique sont celles faisant référence au BREF FDM « Industries Agroalimentaires et Laitières ».

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne, le 4 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent être rendues conformes aux exigences de la directive IED depuis le 4 décembre 2023.

Ces conclusions ont été transcrites dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui est opposable depuis le 4 décembre 2023 aux installations existantes.

Ce dossier de réexamen a été adressé à la préfecture le 20 novembre 2020, et déclaré complet le 28 mars 2025.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

2. PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR.

2.1. LE DEMANDEUR.

Raison sociale : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE,
Siège social : 1, rue de la Division Leclerc, PETERSBACH (67290),
Adresse de l'établissement : 1925, Route des Coudannes, LANDIRAS (33720),
Siret : 31599920100058
Identité et qualité du signataire : Monsieur Eric PANNETIER, directeur de site

2.2. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT.

À ce jour, l'exploitation du site de LANDIRAS par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE est encadrée par l'arrêté préfectoral 14556/3 du 9 mars 2010, pour une activité de préparation et conditionnement de vins de 488 tonnes/jour.

Ces arrêtés préfectoraux sont consultables depuis le site internet <https://www.georisques.gouv.fr/> : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0005200841>.

2.3. LE SITE D'IMPLANTATION.

L'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE est implanté sur les parcelles cadastrales, de la commune de LANDIRAS :

Parcelles cadastrales	Superficie	Lieux-dits
Parcelles 1136, 1180, 1227, 1296, 1356, 1357 de la section cadastrale F	44,11 ha	Lieu-dit « Au pas du Lioï »
Parcelles 1112, 1115, 1120, 1126, 1137, 1222, 1223, 1225, 1293, 1294, 1298, 1299, 1354, 1355, 1358 à 1361, 1364 à 1366, 1368, 1376 à 1384 de la section cadastrale F		Lieu-dit « Bouscaton »

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a la maîtrise foncière d'une partie de ces parcelles. Les parcelles 1223, 1225, 1294, 1354, 1357, 1364, 1365, 1368, 1282 à 1284 de la section cadastrale F appartiennent à la société FINAMUR.

Le site est implanté sur des parcelles classées UY du plan local d'urbanisme de la commune de LANDIRAS, approuvé le 26 septembre 2018, destinées spécifiquement à l'implantation d'activités industrielles ou artisanales.

2.4. LES CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS.

Celles-ci sont listées à l'annexe I du projet de prescriptions.

Conformément aux dispositions de l'instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 *relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement*, ces caractéristiques ne seront pas publiées tout comme certaines prescriptions relatives à l'exploitation de certaines installations et à la défense du site contre l'incendie.

D'une surface totale de 44,11 ha, la surface des bâtiments représente 8,089 ha, celle de la voirie, 7,44 ha et celle des espaces verts, friches et rétentions diverses, 26,39 ha.
Sur ces 26,39 ha, 3,88 ha sont susceptibles d'être imperméabilisés dans le cadre de futures extensions.

3. NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES, NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITÉS ET RÉGIME.

3.1. NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Les ICPE exploitées sur le site sont mentionnées à l'article 1.2.1.1 et en annexe I du projet de prescriptions.

3.2. NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITÉS.

Les IOTA exploités sur le site sont mentionnés à l'article 1.2.1.2.

4. DIRECTIVE IED : FONCTIONNEMENT VIS-À-VIS DES MTD ET RAPPORT DE BASE.

4.1. CONTENU RÉGLEMENTAIRE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN.

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-72 du code de l'environnement, il est attendu dans le dossier de réexamen :

- Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ;
- L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement ;
- À la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-73 du code de l'environnement, « *le réexamen doit tenir compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.* »

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R. 515-68 du code de l'environnement, d'une demande de dérogation.

Selon les cas le dossier doit contenir un rapport de base ou un justificatif de non remise.

4.2. ORGANISATION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN RÉALISÉ PAR L'EXPLOITANT.

Le dossier de réexamen a été intégré au dossier de demande d'autorisation environnementale comportant successivement :

- La présentation générale de l'étude,
- La définition du périmètre IED (présentation de l'établissement, tableau ICPE, etc.),
- Le positionnement de l'établissement au regard des Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

4.3. LIMITES DE L'ÉTUDE.

Le dossier de réexamen de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE concerne l'ensemble des activités liées à la préparation et au conditionnement de vins :

- Procédés de production ;
- Activités de stockage de matières combustibles, de produits chimiques, des déchets issus des activités,
- Installations de combustion, de réfrigération, de stockage de gaz inflammables liquéfiés (GPL, propane), de charge des chariots de manutention.

4.1. FONCTIONNEMENT VIS-À-VIS DES MTD.

Conformément aux dispositions des articles R. 181-15-2 et R. 515-59 du code de l'environnement, la demande d'autorisation d'exploiter comporte :

- Des compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles présentant la description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles,
- Le rapport de base, examiné au paragraphe 4.3 ci-après.

Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs étudiées sont :

- BREF sectoriel :
 - FDM « Industries Agroalimentaires et Laitières ».
- BREFs transversaux :
 - ROM « Principes généraux de surveillance »,

- EFS « Émissions dues aux stockages »,
- ICF « Systèmes de refroidissement »,
- ENE « Efficacité énergétique ».

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE n'a pas sollicité de dérogation vis-à-vis des valeurs limites d'émission fixées par les documents BREFs. Cependant, les valeurs limites d'émission en concentration et en flux proposées dans le projet de prescriptions tiennent compte de l'objectif de bon état de la masse d'eau réceptrice FRFRR54_23 Le Tursan.

Par contre, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE sollicite une dérogation en ce qui concerne la fréquence d'autosurveillance, dans le rejet aqueux des eaux résiduaires industrielles traitées au milieu naturel, des paramètres physico-chimiques Azote Global (code SANDRE : 1551) et Phosphore Total (code SANDRE : 1350). Le contenu de cette demande de dérogation et les suites données sont développées au paragraphe 4.2.5 ci-après.

4.2. INSTRUCTION DU FONCTIONNEMENT VIS-À-VIS DES MTD ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION.

4.2.1. Démarche générale.

En application des dispositions de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, il est attendu que l'exploitant produise la description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles :

- Comprenant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions des BREFs applicables,
- Et positionnant les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles NEA MTD.

4.2.2. Mise en œuvre des MTD du BREF FDM.

L'exploitant s'est positionné sur les techniques mises en œuvre par rapport aux MTD génériques 1 à 15 et à la MTD 24 relative au secteur de la production d'éthanol. Il apparaît que :

- L'exploitant s'engage dans la mise de toutes les MTD applicables selon les conclusions sur les MTD et telle que reprise dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé,
- L'exploitant estime non applicables les MTD suivantes :

MTD	Observations de l'exploitant	Commentaire de l'inspection
MTD 5 – Surveillance des émissions canalisées dans l'air.	Sans objet, compte tenu de l'activité de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE : production et embouteillage de vins	Aucune surveillance n'est prévue pour le secteur de la production d'éthanol. Une surveillance biennale est réglementaire prévue pour les installations de combustion du site.
MTD 13 - Plan de gestion du bruit.	La campagne de mesures sonores de 2017 et l'analyse des impacts montrent que l'exploitation du site n'est pas à l'origine d'une nuisance sonore au droit des 1er tiers, il n'y a donc pas lieu d'appliquer un plan de gestion du bruit. À noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter prévoit un contrôle de la situation acoustique tous les 5 ans.	Aucune réclamation pour nuisances sonores de l'établissement n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Le projet de prescription prévoit une étude des niveaux sonores au cours de l'année suivant la délivrance de l'autorisation d'exploiter puis une autosurveillance quinquennale.
MTD 15 - Plan de gestion des odeurs.	L'exploitation du site n'est pas à l'origine d'une nuisance olfactive, il n'y a donc pas lieu d'appliquer un plan de gestion des odeurs.	Aucune réclamation pour nuisances olfactives de l'établissement n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les installations susceptibles d'émettre des gaz odorants sont éloignées des tiers les plus proches.
MTD 24 – Réutilisation de la levure après fermentation.	Les levures présentes dans la liqueur de tirage des crémants étant mortes à la fin du processus de fermentation, il n'est pas possible de les réutiliser	Les activités de l'établissement ne permettent pas cette réutilisation.

4.2.3. Rejets atmosphériques (mise en œuvre des NEA-MTD).

La station d'épuration de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE comportant un méthaniseur des eaux résiduaires industrielles, la teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit devra être mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur.

La teneur en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm. Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

4.2.4. Effluents liquides (mise en œuvre des NEA-MTD).

4.2.4.1. Niveaux d'émissions directes dans le milieu naturel vis-à-vis des MTD.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE déclare ses résultats d'autosurveillance de ses rejets d'eaux résiduaires industrielles (ERI) rejetées depuis son unique émissaire, au milieu naturel (Le Tursan (masse d'eau FRFR54_23) depuis l'application GIDAF.

Les résultats d'autosurveillance mensuels maximaux de janvier 2019 à juin 2024 ont pu être consultés et sont synthétisés ci-dessous.

Paramètres	Code sandre	Arrêté préfectoral du 9 mars 2021 Article 13.4 Valeurs limites d'émission	Niveau d'émission mensuel maximal
Débit maximal journalier	1552	720 m³/j	Entre 408 et 699 m³/j
pH	1302	Compris entre 5,5 et 8,5	Entre 7,74 et 8,5

Paramètres	Code sandre	BREF FDM MTD n°12 Valeurs limites d'émission (Moyenne journalière) Concentration	Arrêté ministériel du 27 février 2020 § 7.2 Valeurs limites d'émission Concentration	Arrêté préfectoral du 9 mars 2010 Article 13.4 Valeurs limites d'émission		Niveau d'émission mensuel maximal	
				Concentration	Flux	Concentration	Flux
Matières en suspension (MES)	1305	4 à 50 mg/l	50 mg/l	60 mg/l	43,2 kg/j	Entre 10 et 44 mg/l	Entre 4,39 et 22,48 kg/j
DBO ₅	1313	-	30 mg/l	60 mg/l	43,2 kg/j	Entre 0,3 et 0,5 mg/l	Entre 0,14 et 0,33 kg/j
DCO	1314	25 à 100 mg/l	100 mg/l	100 mg/l	72 kg/j	Entre 18 et 65 mg/l	Entre 8,47 et 30,1 kg/j
Azote kjeldahl (NKJ)	1319	-	-	10 mg/l	7,2 kg/j	Entre 0,15 et 4,38 mg/l	Entre 0,09 et 2,15 kg/j
Azote Global	1551	2 à 20 mg/l	20 mg/l	-	-	-	-
Phosphore total (P total)	1350	0,2 à 2 mg/l	2 mg/l	2 mg/l	1,44 kg/j	Entre 0,15 et 1,41 mg/l	Entre 0,07 et 0,69 kg/j

Le paramètre Azote Global n'est actuellement pas suivi par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE au profit du paramètre Azote kjeldahl.

Le paramètre Azote Global correspond à la somme des paramètres Azote Kjeldahl (code Sandre n°1319), Nitrites (code Sandre n°1339) et Nitrates (code Sandre n°1340) d'après le site internet <https://mdm.sandre.eaufrance.fr/>.

Les résultats de l'autosurveillance montrent que les niveaux d'émission mensuels maximaux atteints respectent les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010 et sont conformes avec les niveaux d'émission associés aux MTD.

Pour le paramètre Azote Global, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE n'a pas procédé à la caractérisation de ces eaux résiduaires industrielles sur ce paramètre dans le cadre de son positionnement vis-à-vis des MTD.

Le projet de prescriptions précise des valeurs limites d'émission en concentration et en flux pour l'ensemble des formes de l'azote entrant dans la qualification de l'état écologique des masses d'eau (Ammonium (code sandre 1335), Nitrites et Nitrates), l'Azote kjeldahl et l'Azote Global, compatible avec l'objectif de bon état du Tursan, avec des modalités d'autosurveillance adaptées à la pertinence du paramètre.

4.2.4.2. Compatibilité milieu.

La compatibilité milieu est abordée au paragraphe 4.3.4.3 du présent rapport.

4.2.5. Demande de dérogation.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a sollicité une dérogation à la fréquence d'autosurveillance, dans le rejet aqueux des eaux résiduaires industrielles traitées au milieu naturel, des paramètres physico-chimiques Azote Global (code SANDRE : 1551) et Phosphore Total (code SANDRE : 1350), compte tenu de la stabilité des rejets en azote et en phosphore d'une fréquence quotidienne à une fréquence hebdomadaire.

La MTD 4 du BREF FDM prévoit cette possibilité ; toutefois, celle-ci n'a pas été reprise au paragraphe 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.*

Par ailleurs, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE n'a pas été en mesure de présenter de résultats d'autosurveillance spécifiquement sur le paramètre Azote Global, utilisant uniquement le paramètre Azote Kjeldahl actuellement prescrit par l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010.

Enfin, à ce jour, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE réalise une surveillance mensuelle des paramètres Azote kjeldahl et Phosphore Total pour une surveillance prescrite à un rythme trimestriel.

Toutefois, le renforcement du suivi de ces paramètres réalisé à l'initiative de l'exploitant n'atteignant pas la fréquence fixée à la MTD et au regard des résultats mensuels de l'autosurveillance réalisée, la concentration des rejets et le flux correspondant variant d'un facteur 10 pour le Phosphore total et d'un facteur 25 pour l'Azote Kjeldahl, il n'apparaît pas judicieux de donner une suite favorable à cette demande dérogation.

Dans le cadre de sa demande d'autorisation environnementale, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE projette un volume maximal quotidien de 710 m³/j en période de forte activité (4 semaines consécutives pendant les mois d'août et d'octobre), et de 620 m³/j le reste de l'année, avec une extension de la station d'épuration du site.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE sollicite une dérogation à l'objectif de non déclassement de la qualité des eaux du Tursan pour les paramètres physico-chimiques DBO₅ et ceux liés aux formes de l'azote et du phosphore. Avec une contribution d'au plus 80 % du flux admissible par le milieu, le rejet des eaux résiduaires industrielles traitées de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE provoquerait le déclassement des eaux du Tursan du « très bon état » vers le « bon état » pour ces paramètres.

4.3. INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE.

4.3.1. Démarche générale.

L'article L. 515-30 du code de l'environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31 du code de l'environnement ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- L'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et
- Un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Enfin, le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.2 d'octobre 2014) précise que l'exploitant doit, après étude de ces 2 critères :

- Soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- Soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre. L'exploitant expose alors son analyse dans un mémoire justificatif qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

4.3.2. Complétude.

Compte tenu de l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes (Trichlorure de fer, Hydroxyde de sodium, Acide nitrique, Peroxyde d'hydrogène, Acide phosphorique, Alcool éthylique) et du risque de contamination du sol ou des eaux souterraines sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base.

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base doit contenir « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il doit comprendre au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à

l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.2 d'octobre 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

- Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux,
- Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles,
- Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes.

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

- Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations,
- Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire.

Le rapport transmis comporte l'ensemble des éléments prévus.

4.3.3. Analyse du rapport de base.

L'analyse du risque de pollution des sols et des eaux souterraines par l'installation a été examinée, en particulier l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes ainsi que le risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site.

Il en ressort que :

- La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE rejette ses eaux pluviales de toiture et de voirie, après transit dans un dispositif séparateur d'hydrocarbures vers le Tursan et un réseau de fossés pour infiltration dans le sol,
- La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE rejette ses eaux résiduelles industrielles et les eaux usées sanitaires vers le Tursan, après traitement dans la station d'épuration du site,
- Le site exploite un forage dont la tête est tubée et cimentée sur une hauteur de 0,5 mètre afin de prévenir toute risque de pollution des eaux souterraines par des eaux de surface,
- Aucune pollution sur le site de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et de la base de données BASOL,
- Aucune analyse de la qualité des sols n'a été réalisée sur le site,
- La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a présenté les résultats de 6 analyses d'eau issue du forage, réalisée entre 2011 et 2023, portant sur 6 pesticides dont le Diuron. La somme des concentrations de ces substances était de 0,7 µg/l en 2011 et de 0,146 µg/l en 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a consulté les données publiques des stations de mesures BSS002AESH et BSS002AELQ de la qualité des eaux souterraines. Il s'agit d'un piézomètre et d'une source, à partir desquels des prélèvements d'eau ont été réalisés entre les années 2004 et 2008. Les résultats présentés sont conformes aux valeurs seuils excepté pour le paramètre Ammonium : concentration de 41,3 mg/l pour une valeur seuil de 0,5 mg/l.

Compte tenu de leur ancienneté, la pertinence de ces données n'est pas avérée dans le cadre du rapport de base de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE :

- juge suffisante les données recueillies sur l'état des eaux souterraines et superficielles,
- ne mentionne aucune pollution des sols sur le site depuis qu'elle l'exploite,
- ne prévoit aucun programme de mesures supplémentaires, ni de programme de surveillance.

Le rapport de base remis par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE servira de référence lors de la mise à l'arrêt de l'installation et permettra la comparaison entre l'état de pollution du site lors de cette cessation avec celui décrit dans le rapport de base.

4.3.4. CONFORMITÉ AUX ARTICLES R. 515-60 et R. 515-61 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions des articles R. 515-60 et suivants du code de l'environnement, le projet de prescriptions prévoit les dispositions suivantes :

- Rubriques IED principales,
- Conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées aux rubriques principales,
- Conditions de cessation d'activité,
- Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance dans les eaux superficielles,
- Les conditions de stockage et d'emploi sur le site des produits chimiques utilisés dans le cadre des activités de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE.

5. IMPACTS EN FONCTIONNEMENT NORMAL ET LES MESURES DE RÉDUCTION.

5.1. IMPACT VISUEL.

Les installations de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE sont implantées à 800 mètres au sud des limites du bourg de LANDIRAS, au sein d'une zone artisanale et industrielle aménagée de par et d'autre de la route départementale RD11. Les installations du site représentent la majorité des installations de cette zone.

Le paysage environnant du site est constitué de boisements exploités (feuillus et pinèdes).
 Le lit de la rivière le Tursan constitue la limite est du site.
 Les limites de l'incendie de forêt « Landiras 1 » sont visibles à environ 500 mètres à l'ouest du site.

L'architecture et l'aspect des installations correspondent à ceux de bâtiment à vocation industrielle. La façade des bâtiments les plus récents est de couleur lie-de-vin. La façade des MGH présente un dégradé de gris.

5.2. IMPACT SUR LES ESPACES NATURELS.

Le site est implanté en dehors de toute zone protégée ou inventoriée. Les espaces naturels protégés les plus proches de l'établissement sont les sites suivants :

- La ZNIEFF de type I « Rives du Tursan et de ses affluents, et zones humides associées » 720020061, présente en bordure est du site,
- La ZNIEFF de type II « Le réseau Hydrographique du Ciron » 720001968, présente en bordure est du site et la ZNIEFF de type II « Têtes de bassin versant et réseau hydrographique du Gat Mort » 720030050 présente à 6 km à l'ouest,
- La Zone Natura 2000 (Directive Habitats) « Vallée du Ciron » FR7200693, présente à 3,5 km à l'est de l'établissement, La Zone Natura 2000 « Réseau hydrographique du Gat Mort et du Saucats » FR7200797, présente à 10 km à l'ouest, et la Zone Natura 2000 « La Garonne » FR7200700 présente à 10 km au nord-est
- Le Parc Naturel Régional Landes de Gascogne FR8000018 est présent à 3,3 km au Sud.

Le site est en connexion hydraulique avec la ZNIEFF de type I « Rives du Tursan et de ses affluents, et zones humides associées », la ZNIEFF de type II « Le réseau Hydrographique du Ciron » et la Zone Natura 2000 « Vallée du Ciron » par le rejet de ses eaux pluviales collectées sur le site et le rejet des eaux résiduelles industrielles produites traitées par la station d'épuration du site.

Une étude d'incidence NATURA 2000 est intégrée à l'étude d'impact.

Le projet est compatible avec la réglementation sur les espèces protégées et ne nécessite pas le dépôt d'une demande de dérogation.

Les mesures d'accompagnement proposées pour les phases de chantier sont reprises sous forme de prescriptions avec :

- Le défrichement réalisé en période de sensibilité faible pour l'avifaune commune, entre les mois de septembre et de novembre inclus,
- un suivi environnemental pendant toute la durée de la phase de chantier, par un écologue.

5.3. IMPACT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LE MILIEU AQUATIQUE.

5.3.1. Alimentation en eau.

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau d'adduction d'eau potable public, couvrant 55 % des besoins et par le forage BSS002ADWY, couvrant 45 %. Des dispositifs de disconnexion permettent d'isoler les réseaux d'eaux industrielles.

Les caractéristiques du forage BSS002ADWY sont précisées à l'article 4.1.2. du projet de prescriptions.

L'exploitation de ce forage au débit de 20 m³/h est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 14556/3 du 9 mars 2010, avec un débit maximal journalier de 280 m³ et une consommation maximale annuelle de 70 000 m³.

5.3.2. Consommation en eau.

La production et la consommation en eau du site au cours des années 2022 et 2023 s'établissent respectivement comme suit :

- 2022 : production de 1 002 128 hl, pour une consommation totale d'eau de 170 264 m³, ayant pour origine le réseau d'adduction d'eau potable pour 95 025 m³ (soit 56 % de la consommation totale), et le forage BSS002ADWY pour 75 239 m³. Le ratio global « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » ressort à 1,7.
- 2023 : production de 965 937 hl, pour une consommation totale d'eau de 177 763 m³, (réseau d'adduction d'eau potable : 99 375 m³ (soit 56 % de la consommation totale), et le forage BSS002ADWY pour 78 388 m³. Le ratio global « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » ressort à 1,84.

La consommation d'eau par poste, avec son origine, s'établit comme suit :

Origine de l'eau	Type d'eau	Type d'usages	Utilisations particulières	Consommation 2022 (m³)	Consommation 2023 (m³)
Adduction d'eau potable (AEP)	AEP	Eau Incendie (Eau hors process)	Approvisionnement en eau des équipements de lutte contre l'incendie en cas de défaillance des motopompes diesel	500	500
	AEP	Eau hors process	Besoins sanitaires du personnel	6 000	6 000

Forage BSS002AD WY	AEP et Eau de forage	STEP	Besoins sanitaires		
		Eau brute non adoucie	Nettoyage des cuves et des sols	34 187	35 553
		Eau process adoucie	Nettoyage et stérilisation tuyauteries	114 077	120 210
			Rinçage des bouteilles avant tirage		
			Nettoyage en place (NEP)		
			Chaudières		
		Eau hors process adoucie	Lubrification des convoyeurs	6 000	6 000
			Refroidissement de conteneurs	6 000	6 000
			Lavage des citernes	2 400	2 400
			Incorporation à des cocktails	600	600
Requalification des cuves	400		400		
Nettoyage des façades	100		100		
Total :			170 264	177 263	

Le ratio global « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » de l'établissement s'établissait à 1,27 en 2012 avec un volume de production de 1 108 264 hl et atteignait 1,63 au cours des années 2018 à 2020 avec un volume de production annuel d'environ 1 040 000 hl.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE justifie cette augmentation de ratio du fait de la diversification de ses activités (désalcooolisation, Crémant, étapes de préparation d'environ 95 % des vins entrants sur le site : assemblage, traitements œnologiques, filtration) et une diminution de la centilisation moyenne de la production.

Toutefois, aucun ratio spécifique à chacune de ces activités et leur évolution n'a été présenté.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE mentionne un besoin de 2 litres d'eau par litre de vin produit (préparé et conditionné) pour 75 % de sa production et un besoin d'un litre d'eau par litre de vin conditionné uniquement, représentant 25 % de sa production.

En situation projetée, la production atteindrait 1 250 000 hl/an et les besoins en eau sont estimés à 218 750 m³/an dont 80 000 m³ provenant du réseau AEP (soit un tiers de l'approvisionnement) et 138 750 m³ du forage.

Toutefois, avec cette estimation des besoins en eau, aucune répartition par postes et usages n'est mentionnée, notamment les usages en eau brute non adoucie pour le nettoyage des cuves et des sols et les usages en eaux de process adoucie.

L'exploitant indique que 4 lignes de tirage sur 6 permettent le rinçage des bouteilles en circuit fermé avec une consommation d'eau de 4 m³/j contre 15 à 20 m³/j pour une rinceuse en eau perdue.

La conversion de l'ensemble des lignes de tirage pour un rinçage des bouteilles en circuit fermé serait susceptible de représenter un gain de 5 500 m³/an minimum.

Par ailleurs, l'exploitant indique projeter de remplacer 2 chaînes de convoyeurs, permettant de supprimer la lubrification des convoyeurs et permettre une économie d'eau estimée à 6 000 m³/an.

Enfin, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE utilise environ 6 000 m³/an d'eau, pour le refroidissement des conteneurs lors du chargement l'été. Il s'agit néanmoins d'un refroidissement en circuit ouvert qui est une pratique interdite par les arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrant l'exploitation des ICPE.

L'exploitant projette l'implantation d'ombrières pour limiter ce poste de consommation sans envisager pleinement sa suppression. Celle-ci est rappelée dans le projet de prescriptions.

À la lecture de ces projets, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE serait susceptible de réaliser un gain de 18 000 m³ d'eau sur sa consommation globale annuelle.

Aussi, une étude technico-économique relative à la sobriété hydrique est prescrite à la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE à l'article 4.1.3. du projet de prescriptions, à mener dans l'année suivant la notification de la décision préfectorale.

L'inspection des installations classées propose, pour le site pris dans sa globalité, la consommation annuelle et le ratio « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » maximum suivants :

Année de référence	Consommation d'eau de référence (en m³) (Ensemble de la consommation d'eau du site quel qu'en soit l'usage)	Production de référence (en hl) (Ensemble des volumes préparés et conditionnés + préparés et expédiés en vrac)	Ratio à ne pas dépasser (litre d'eau par litre de vin produit)
2025	218 750	1 250 000	1,75
À partir de 2028	200 000	1 250 000	1,6

5.3.3. Récupération des eaux.

Les réseaux de récupération des eaux sont de type séparatif et permettent de dissocier :

- Les eaux pluviales,
- Les eaux usées sanitaires,
- Les eaux résiduaires industrielles.

5.3.4. Rejets des eaux.

5.3.4.1. Les eaux pluviales.

La surface imperméabilisée totale du site s'élève à 17,71 ha pour une surface totale 44,11ha. 3,88 ha sont susceptibles d'être imperméabilisés dans le cadre de futures extensions.

Le débit de pointe décennale est estimé à 3,54 m³/s.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE va aménager des dispositifs de collecte des eaux pluviales afin de limiter le débit des eaux pluviales dans le Tursan à 92 l/s. Ces dispositifs seront également destinés à confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Ainsi, à terme, le site exploitera 3 dispositifs de collecte des eaux pluviales :

- Le bassin de collecte existant de 2 500 m³, implanté à l'est des MGH, sera porté au volume de 3 200 m³ et équipé d'un dispositif limitant le débit de fuite à 54 l/s,
- Un nouveau bassin de 3 000 m³ sera créé à l'est du bâtiment de stockage des Crémant et équipé d'un dispositif limitant le débit de fuite à 38 l/s,
- Un bassin d'infiltration de 582 m³, aménagé à l'aval d'un bassin de rétention de 3 300 m³, tous deux à l'est des chais de vieillissement des alcools de bouche.

Une autosurveillance de la qualité des eaux pluviales collectées sur le site et rejetées dans le milieu naturel est prescrite à l'article 4.3.3. du projet de prescriptions.

5.3.4.2. Les eaux usées sanitaires.

Les eaux domestiques rejoignent le réseau interne pour être traitées par la station d'épuration interne.

5.3.4.3. Les eaux résiduaires industrielles (ERI).

Elles sont traitées dans une station d'épuration autonome construite au nord-est des installations, qui couple une filière de méthanisation puis une à boues activées.

En sortie de station d'épuration, les ERI traitées sont rejetées dans le Tursan (Masse d'eau FRFR54_23), qui conflue ensuite avec le Ciron (Masse d'eau FRFR54 - Le Ciron de sa source au confluent de la Garonne), à 6 km en aval.

Le bassin versant du Tursan a une superficie totale de 57,6 km² et le rejet des ERI de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE intercepte 44 km² de ce bassin versant.

À partir des informations de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne relatives au débit d'étiage QMNA5 du Tursan (85 l/s), le débit d'étiage a été estimé à 65 l/s au droit du point de rejet, soit 5616 m³/j.

L'étude d'impact produit par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE tend à démontrer qu'elle est l'unique contributeur anthropique sur la qualité des eaux du bassin versant intercepté du Tursan.

Une campagne de 6 mesures a été réalisée au cours des années 2021 et 2022 par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE afin de caractériser l'état physico-chimique et l'état chimique (sur Cuivre et Zinc) du Tursan en amont du point de rejet. Ainsi, l'état du Tursan est :

- très bon pour les paramètres DBO5, Ammonium (NH₄⁺), Nitrites (NO₂⁻), Nitrates (NO₃⁻), Azote Kjeldahl (NKJ) et Phosphore total,
- bon pour les paramètres Matières en suspension (MES), DCO, Cuivre et ses composés et Zinc et ses composés.

5.3.4.3.1 Compatibilité milieu.

La compatibilité milieu a été élaborée à partir de la Stratégie Régionale Eau Nouvelle Aquitaine, à savoir :

- Les différentes substances rejetées issues du process ne doivent pas être à l'origine d'une dégradation du milieu naturel.
- Les rejets de l'installation doivent être compatibles avec le milieu récepteur en tout temps.

Selon les informations de l'Agence de l'Eau en avril 2023, le QMNA5 du Tursan au droit du site a été évalué à 0,065 m³/s soit 5616,6 m³/j.

Le paragraphe 3.2.4 du présent rapport présente les résultats de l'autosurveillance de janvier 2019 à juin 2024 du rejet des ERI au milieu naturel.

Par ailleurs, l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a réalisé une surveillance initiale RSDE (recherche de substances dangereuses dans l'eau) au cours de l'année 2011.

Cette surveillance a permis de quantifier les émissions de Cuivre et ses composés (6,57 g/j) et de Zinc et ses composés (9,81 g/j).

Compte tenu de ces résultats, l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 a prescrit une surveillance pérenne trimestrielle des émissions de Cuivre et ses composés et de Zinc et ses composés ainsi qu'un plan d'action assorti d'une étude technico-économique pour le Cuivre et ses composés.

Les résultats d'autosurveillance pour la période 2014-2024, pour ces deux substances chimiques ont pu être consultés. En 2013, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a indiqué que la concentration en Cuivre et en Zinc de ses rejets ne provenait pas de l'activité industrielle mais de la qualité de l'eau du réseau d'adduction d'eau potable.

Les résultats des bulletins d'analyse d'eau du réseau d'adduction d'eau potable mentionne une concentration en cuivre de 12 µg/l en juin 2015, 150 µg/l en septembre 2016, 14 µg/l en septembre 2023 et 8 µg/l en juillet 2024. La concentration en zinc n'est quant à elle pas mesurée.

D'une manière générale, la concentration en Cuivre et ses composés et en Zinc et ses composés dans les eaux résiduaires industrielles traitées rejetées au milieu naturel diminue, entre 2014 et 2019, de 35 µg/l à 9 µg/l pour le cuivre et de 175 µg/l à 46 µg/l.

Depuis 2019, la concentration des eaux résiduaires industrielles est inférieure à 10 µg/l en Cuivre avec un flux moyen rejeté de l'ordre de 4 g/j pour un flux admissible par le milieu de 13,5 g/j. La concentration moyenne des eaux résiduaires industrielles est de 23 µg/l en Zinc avec un flux moyen rejeté de l'ordre de 10 g/j pour un flux admissible par le milieu de 66 g/j.

Les concentrations maximales démarquant un milieu aqueux en bon état d'un milieu dégradé sont précisées par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié *relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement* et par le guide technique du 21 novembre 2012 relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE.

Les flux massiques mensuels maximaux émis par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, entre janvier 2019 à juin 2024, représentent les contributions suivantes vis-à-vis du flux admissible par le Tursan :

Paramètres	Code sandre	Niveau d'émission mensuel maximal		Concentration du bon état	Flux admissible par le milieu Concentration du bon état x QMNA5	Contribution de l'exploitant (% du flux admissible)
		Concentration	Flux			
Matières en suspension (MES)	1305	Entre 10 et 44 mg/l	Entre 4,39 à 22,48 kg/j	50 mg/l	280,8 kg/j	Entre 1,43 % et 7,69 %
DBO ₅	1313	Entre 0,3 et 0,5 mg/l	0,14 et 0,33 kg/j	6 mg/l	33,7 kg/j	Entre 0,39 % et 0,87 %
DCO	1314	Entre 18 et 65 mg/l	Entre 8,47 et 30,1 kg/j	30 mg/l	168,48 kg/j	Entre 4,58 % et 15,87 %
Azote kjeldahl (NKJ)	1319	Entre 0,15 et 4,38 mg/l	Entre 0,09 et 2,15 kg/j	2 mg/l	11,23 kg/j	Entre 0,63 % et 17,25 %
Phosphore total (P total)	1350	Entre 0,15 et 1,41 mg/l	Entre 0,07 et 0,69 kg/j	0,2 mg/l	1,12 kg/j	Entre 5,66 % et 55,5 % Moyenne à 33 %
Cuivre et ses Composés	1392	Entre 2 et 9,72 µg/l	Entre 1,2 et 5,2 g/j	2,2 µg/l	12,36 g/j	Entre 8,8% et 37,7% Moyenne à 37,7%
Zinc et ses Composés	1383	Entre 9,23 et 72 µg/l	Entre 4,65 et 40,7 g/j	10,48 µg/l	58,86 g/j	Entre 7,56 % et 62,4 % Moyenne à 24 %

Les paramètres sur lesquels le rejet des eaux résiduaires industrielles traitées de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE est susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de l'état écologique du milieu naturel sont le Phosphore total, le Cuivre et ses Composés et le Zinc et ses Composés et dans une moindre mesure, l'Azote kjeldahl.

Pour les deux substances chimiques, la contribution maximale de l'exploitant n'excède pas 80 % du flux admissible par le milieu et représente en moyenne entre le quart et le tiers du flux admissible du Tursan.

À ce titre, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE devra poursuivre la surveillance trimestrielle de ces substances dans ses rejets, assortie d'actions visant à maîtriser ses émissions.

Pour le Phosphore total, la contribution maximale de l'exploitant représente un peu plus de la moitié du flux admissible par le milieu et représente en moyenne le tiers du flux admissible du Tursan.

À ce titre, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE devra réaliser une surveillance de la qualité des eaux du Tursan à l'amont et en aval de son rejet et installer une station de mesure du débit du Tursan, en amont et en aval du point de rejet, dans les conditions fixées dans le projet de prescriptions.

Une surveillance de la qualité des eaux du Tursan et l'installation d'une station de mesure de son débit, en amont et en aval du point de rejet sont prescrites à l'article 4.4.1. du projet de prescriptions

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a également réalisé en 2022, un prélèvement destiné à quantifier dans ses eaux résiduaires industrielles les substances chimiques n'ayant jamais fait l'objet d'une analyse : Dichlorométhane, DEHP, PFOS, Quinoxylène, Cyperméthrine, Cybutryne, Hexabromocyclododecane et Dioxines et Furanes

Ces substances chimiques n'ont pas été quantifiées mais la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE propose de procéder à une surveillance annuelle pour les substances Quinoxylène et Cyperméthrine.

Dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale, le projet de prescriptions précise :

- les valeurs limites d'émission en concentration et en flux pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau et des substances chimiques susceptibles d'être émises par ses activités, en vue d'atteindre ou de maintenir le bon état écologique de la masse d'eau réceptrice, à l'article 4.2.4. du projet de prescriptions.
- les conditions d'autosurveillance du rejet des eaux résiduaires industrielles du site, à l'article 4.3.2. du projet de prescriptions.

5.4. IMPACT SUR LE SOL, LE SOUS-SOL ET LES EAUX SOUTERRAINES.

Le projet est situé à proximité immédiate d'un périmètre de protection éloigné de captage d'eau destinée à la consommation humaine (captages « SOURCE FONTBANNE » et « Puits FONTBANNE » localisés sur la commune de BUDOS).

Les eaux pluviales collectées au niveau des chais de vieillissement et du parking du personnel seront infiltrées.

En cas de sinistre, les eaux d'extinction et les déversements accidentels peuvent être confinés sur site vers des capacités et bassins étanches permettant de prévenir toute pollution du sol et du sous-sol.

Enfin, le second forage réalisé par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE en 2016 a été comblé dans les règles de l'art, en octobre 2024. Le compte rendu des opérations de comblement a été communiqué le 28 octobre 2025.

Le projet de prescriptions intègre l'information immédiate, par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, du gestionnaire de la distribution d'eau, du Préfet (inspection des installations classées) et la délégation départementale de la Gironde de l'ARS Nouvelle Aquitaine de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur du périmètre de protection des captages « SOURCE FONTBANNE » et « Puits FONTBANNE » (article 2.1.6. du projet de prescriptions).

Par ailleurs, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a adressé à l'ARS une demande d'autorisation d'utiliser l'eau du forage BSS002ADWY pour des usages alimentaires et sa consommation. Cette demande est actuellement en cours d'instruction au titre du code de la santé publique.

5.5. IMPACT SUR L'AIR.

Les rejets atmosphériques du site sont dus :

- À la circulation des véhicules,
- Aux installations thermiques, y compris groupe électrogène, groupes motopompes et unité de cogénération,
- Aux différents process de l'établissement (inertage, exploitation de groupes frigorifiques, etc.).

L'installation de combustion relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées ; les rejets atmosphériques demeurent limités.

5.6. IMPACT SONORE.

La dernière campagne de mesures réalisée en novembre 2017 montre l'absence de dépassement des émergences en zones à émergence réglementée et le respect des niveaux sonores admissibles en limite de propriété.

Le projet de prescriptions intègre, à son article 6.1.3, la réalisation d'une nouvelle évaluation des émissions sonores en limite de propriété et au sein des zones à émergence réglementée, entre le 15 septembre et le 15 octobre de la première année suivant la notification de la décision préfectorale, puis l'organisation par l'exploitant d'une surveillance de ces émissions sonores selon les enjeux et impacts identifiés.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera prescrite à l'exploitant, en cas de réclamation d'un tiers.

5.7. IMPACT SUR LE TRAFIC ROUTIER.

Le site est desservi par la route départementale RD11. Actuellement, le trafic routier engendré par l'activité du site représente un total d'environ 712 véhicules par jour, dont 162 poids-lourds (soit 22,75 % du trafic total).

En situation projetée, le trafic routier représenterait 816 véhicules par jour, dont 185 poids-lourds. La proportion de poids-lourds demeurerait inchangée par contre il augmenterait de 14 %.

Les 2 compteurs routiers les plus proches du site de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE mentionnent les trafics suivants :

- Compteur 033.0011.04.3 sur la RD11 à ILLATS :
 - 2023 : trafic compté s'élevant à 4 110 véhicules par jours dont 4,9 % de poids-lourds (soit 201 PL/jour),
 - 2019 : trafic compté s'élevant à 4790 véhicules par jours dont 5,4 % de poids-lourds (soit 258 PL/jour),
- Compteur D0116.PR 0016+0677.3 sur la RD116 à LANDIRAS : trafic compté en septembre 2021 s'élevant à 3070 véhicules par jours dont 2,5 % de poids-lourds (soit 77 PL/jour).

Le trafic routier de poids-lourds généré par l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE représente la majorité du trafic mesuré par ces compteurs.

Avec une plage des livraisons comprise en 6 heures et 21 heures soit 15 heures par jour et 185 rotations journalières de poids-lourds, empruntant principalement la route départementale RD11 traversant les bourgs des communes de LANDIRAS et d'ILLATS, 24 poids-lourds sont susceptibles de traverser ces communes par heure.

Aucun projet de contournement de ces bourgs n'est envisagé à ce jour, par le conseil départemental, malgré une pétition des habitants.

Conformément à la recommandation n°1 du commissaire-enquêteur, l'article 6.2.1. du projet de prescription demande à l'exploitant de se rapprocher des conseillers départementaux du canton sur l'opportunité d'étudier la déviation ou le contournement des bourgs des communes d'ILLATS et de LANDIRAS.

5.8. IMPACTS SANITAIRES.

En fonctionnement normal, l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE sera source d'émissions atmosphériques (chaudières) et aqueuses (eaux pluviales, eaux usées sanitaires et eaux résiduaires industrielles) et de déchets. Les rejets aqueux font l'objet de traitement spécifique avant rejet dans le milieu naturel (cours d'eau du Tursan, infiltration d'une partie des eaux pluviales).

L'évaluation des risques sanitaires a retenu les points de rejets atmosphériques comme sources d'émission de polluants dans l'air (NO₂ et SO₂). Les populations sensibles sont localisées à plus de 2 kilomètres du site.

Les concentrations maximales des polluants calculées via une modélisation de dispersion atmosphérique sont inférieures aux valeurs réglementaires de qualité de l'air.

L'exploitant juge peu probable que ses rejets aient un impact sur les populations avoisinantes.

L'ARS a souligné que la voie d'exposition par ingestion d'eau souterraine n'a pas été retenue par l'exploitant malgré la présence d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine proche du site. La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE a conçu des réseaux et exploitent des équipements étanches permettant de confiner les eaux d'extinction et les déversements accidentels afin de prévenir toute pollution du sol et du sous-sol.

5.9. GESTION DES DÉCHETS.

L'activité projetée ne conduira pas à la production de nouveau type de déchet ; seuls les volumes des déchets actuellement produits augmenteront.

Les déchets produits par l'établissement sont repris à l'article 5.1.1. du projet de prescriptions.

L'établissement demeure soumis à la déclaration annuelle de ses émissions polluantes et ses déchets, conformément aux dispositions l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié *relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets*.

5.10. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE.

Les émissions de gaz à effet de serre estimées par l'exploitant représentent 3 019 t. éq CO₂.

Les consommations d'énergie annuelles projetées sont d'environ 16 000 MWh d'énergie électrique, de 8 000 MWh de gaz naturel, 6 m³ de fioul domestique et 102 tonnes de propane.

La quantité de fluide frigorigène contenu dans les groupes frigorigènes ayant une charge supérieure à 2 kg représente 1283,8 kg. Il s'agit des fluides frigorigènes R448A, R134a, R407C et R410A, présentant un pouvoir de réchauffement planétaire (PRP) compris entre 1300 et 2088.

Les principales mesures mises en œuvre par l'exploitant pour réduire sa consommation d'énergie, consistent en la certification ISO 50001 du site, l'entretien régulier des installations de combustion, l'implantation de panneaux photovoltaïques en ombrières et en toitures du bâtiment de stockage des Crémants et la valorisation du biogaz issu du méthaniseur de la station d'épuration du site.

5.11. CUMUL DES INCIDENCES AVEC D'AUTRES PROJETS.

Les projets ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale concernant des projets de défrichements et de premiers boisements, de parcs photovoltaïques et d'une carrière de granulats à LANDIRAS.

Aucune autre installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement avec une activité similaire n'est présente dans un rayon de 3 kilomètres autour du site.

6. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

L'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter a fait ressortir plusieurs enjeux environnementaux :

- Consommation d'eau,
- Conditions de rejet des eaux résiduelles industrielles dans le milieu naturel,
- Prévention des pollutions,
- Risques technologiques (incendie, explosion).

Au vu des éléments fournis par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public, des collectivités et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées, service instructeur coordonnateur pour ce dossier, considère que les mesures envisagées par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE pour réduire ses risques et ses impacts et le projet de prescriptions ci-joint, sont de nature à prévenir et limiter les nuisances et atteintes à l'environnement.

Aussi, considérant :

- Les éléments d'informations contenus dans les études d'impact et de dangers réalisées par l'exploitant,
- Les dispositions constructives et les mesures de prévention et de protection mises en œuvre sur l'ensemble des installations pour lutter efficacement contre le risque d'incendie,
- Les mesures d'autosurveillance prescrites à l'exploitant pour mesurer l'impact de ses rejets et l'état du milieu récepteur,
- Que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le projet de prescriptions, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,
- Qu'aux termes de l'article L. 512-2 du Code de l'Environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le projet d'arrêté préfectoral,

L'inspection des installations classées propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de se prononcer favorablement à la demande de l'exploitant, sous réserve du respect du projet de prescriptions joint au présent rapport.

Le projet de prescriptions annexé au présent rapport, tient compte des divers avis et recommandations qui ont été traduits sous forme de prescriptions techniques.

Le projet de prescriptions a été communiqué à l'exploitant qui a pu faire part de ses observations au service d'inspection des installations classées, le 14 novembre 2025.

En application des dispositions du code de l'environnement (articles L. 124-1 à L. 124-8 et R. 124-1 à R. 124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public du Ministère en charge de l'Environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site internet : <http://www.georisques.gouv.fr/>.

Vu et transmis,



Sabrina DONDEYNE
Le chef du service environnement
Inspecteur de l'environnement
spécialité « installations classées »



Samuel AUDUC
Inspecteur de l'environnement
spécialité « installations classées »